

Grenoble, le 01/02/2019

Dans un contexte social qui interroge sur la justice fiscale, sur la place et le rôle des services publics, et sur les questions de pouvoir d'achat. Les personnels de la DGFIP se mobilisent pour leur avenir professionnel.

Nous subissons des suppressions d'emplois massives depuis des années, une perte de pouvoir d'achat, des dégradations de nos conditions de travail et le manque de moyens humains (la mise en place du PAS le démontre cruellement).

Le 11 juillet 2018, devant 600 cadres du ministère de l'action et des comptes publics, le Ministre Darmanin a décliné pour la DGFIP les orientations de CAP 22.

Puis le 9 janvier 2019, le Directeur général a convié les secrétaires généraux des 4 organisations syndicales représentatives de la DGFIP, siégeant au Comité technique de réseau (CTR), à une réunion afin de leur exposer les premiers éléments de ce qu'il nomme «géographie revisitée». Cette géographie revisitée prépare en masse les fermetures de sites, la mort du réseau comptable des trésoreries et le regroupement des SIP, SIE, SPF...

Tout s'accélère, les directions locales doivent rendre leurs propositions de restructurations pour les trois ans à venir, avant fin février.

C'est la survie même de la DGFIP qui est en jeu !

Les agents et leurs représentants exigent :

- L'attribution à toutes et à tous de la prime exceptionnelle de 200 euros,
- La revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros bruts par mois, via l'IMT et leur intégration dans le traitement.
- Le dégel du point d'indice et la revalorisation à hauteur des pertes subies depuis 15 ans, avec un rattrapage immédiat par une prime exceptionnelle de 1000 euros pour tous,
- 1• Une opération massive de repyramidage des emplois accompagnée d'une nette amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie (A/B/C) et d'un large plan de promotions de C en B et de B en A,
- L'arrêt des suppressions d'emplois, de toutes les restructurations et la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins.
- L'ouverture d'une véritable négociation sur l'avenir de nos missions, de nos implantations territoriales et de nos règles de gestion.
- L'abandon de l'Accueil sur rendez-vous obligatoire
- Le maintien d'un service d'accueil professionnalisé avec une équipe dédiée et les effectifs nécessaires à la mission.

Aujourd'hui, nous sommes toutes et tous concernés.es !

Aucune mission ne sera préservée,

Aucun emploi n'est garanti

Aucune structure n'est stable,

TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE

LE MARDI 5 FÉVRIER 2019 !

**MANIFESTATIONS : Grenoble, 14h00, croisement Libération-Vallier
Vienne, 14h, devant la poste**